

L'OUVRIER METALLURGISTE

Organe mensuel de la Fédération Française
des Syndicats de la Métallurgie et Parties similaires

Rédaction-Administration : 28, Place Saint-Georges, PARIS (IX^e) — Téléph. : TRUDAINE 52-20

ALERTE !

Deux mesures graves de conséquences

Le 10 Mars 1939, le « Journal Officiel » publiait un arrêté du Ministère du Travail rapportant la mesure prise le 5 Août 1938 qui rendait obligatoires les dispositions de la convention collective nationale de l'AVIATION, intervenues le 14 Avril 1938.

Le 13 Mars, l'Union des Industries Aéronautiques (Chambre Syndicale Patronale), faisait parvenir aux organisations Collaborateurs et Ouvriers signataires de la convention, la lettre suivante :

Messieurs,

L'expérience a montré, d'une façon indiscutable, les troubles graves ayant, en dernière analyse une répercussion même sur l'industrie aéronautique, qu'entraînent de trop profondes différences entre les contrats collectifs de la Métallurgie et de l'Aéronautique, et qui ont fait l'objet de nombreuses plaintes dont le Gouvernement a été saisi.

Dans ces conditions, nous sommes conduits à dénoncer le Contrat Collectif du 14 Avril 1938, conformément à son article 2.

En vous notifiant la présente dénonciation, nous tenons à préciser notre intention de maintenir intégralement au personnel en fonction actuellement les salaires que ce personnel reçoit.

Nous adressons copie de la présente à Monsieur le Ministre du Travail en vue de l'application de l'article 31 Va C. T.; nous informons également Messieurs les Ministres des Finances et de l'Air.

Veuillez agréer, etc...

NOS DEVOIRS SOCIAUX

L'Entr'aide

Dans son numéro d'Avril 1937, notre Fédération avait présenté à ses lecteurs, sous le titre « L'Union Nationale des Travailleurs Basques » l'organisation syndicale chrétienne qui, dans les provinces basques de l'Espagne, était la plus forte organisation ouvrière.

Aujourd'hui comme hier, si l'attitude politique prise par les travailleurs basques dans la guerre civile espagnole échappe à notre compétence, nous ne pouvons oublier la lutte très dure qu'ils eurent à soutenir contre l'U. G. T. (socialiste) et la C.N.T. (anarcho-syndicaliste) pour défendre la liberté syndicale. Celle-ci sera-t-elle assurée demain dans l'Espagne qui va sortir de la guerre civile ? Nul ne le sait et, en attendant, des milliers de travailleurs chrétiens basques ont dû se réfugier en France. Un Comité d'Assistance a été créé, parmi ses membres nous relevons les noms de Gaston Tessier, Jean

Péres, Paul Vignaux. Ce Comité adresse aujourd'hui aux organisations affiliées à la C. F. T. C., un appel particulièrement pressant en vue d'aider nos malheureux camarades groupés dans la Solidarité des travailleurs Basques, celle-ci, par un sentiment de réserve et de dignité, avait poussé l'héroïsme jusqu'à l'extrême limite de ses maigres ressources pour ne pas solliciter notre aide matérielle, hélas ! l'accroissement de ses charges présentes et les incertitudes de l'avenir l'obligent à sortir de sa réserve et à faire appel à notre générosité pour soulager la misère qui atteint, plus particulièrement, ses membres chargés de famille. Nos camarades voudront bien organiser des souscriptions et en envoyer le montant au compte chèque postal de la C. F. T. C. Paris, 23-24, 25, place Saint-Georges, avec la mention : « Pour les Travailleurs Basques ».

Le Congrès Départemental des Syndicats de la Métallurgie dans la Loire-Inférieure

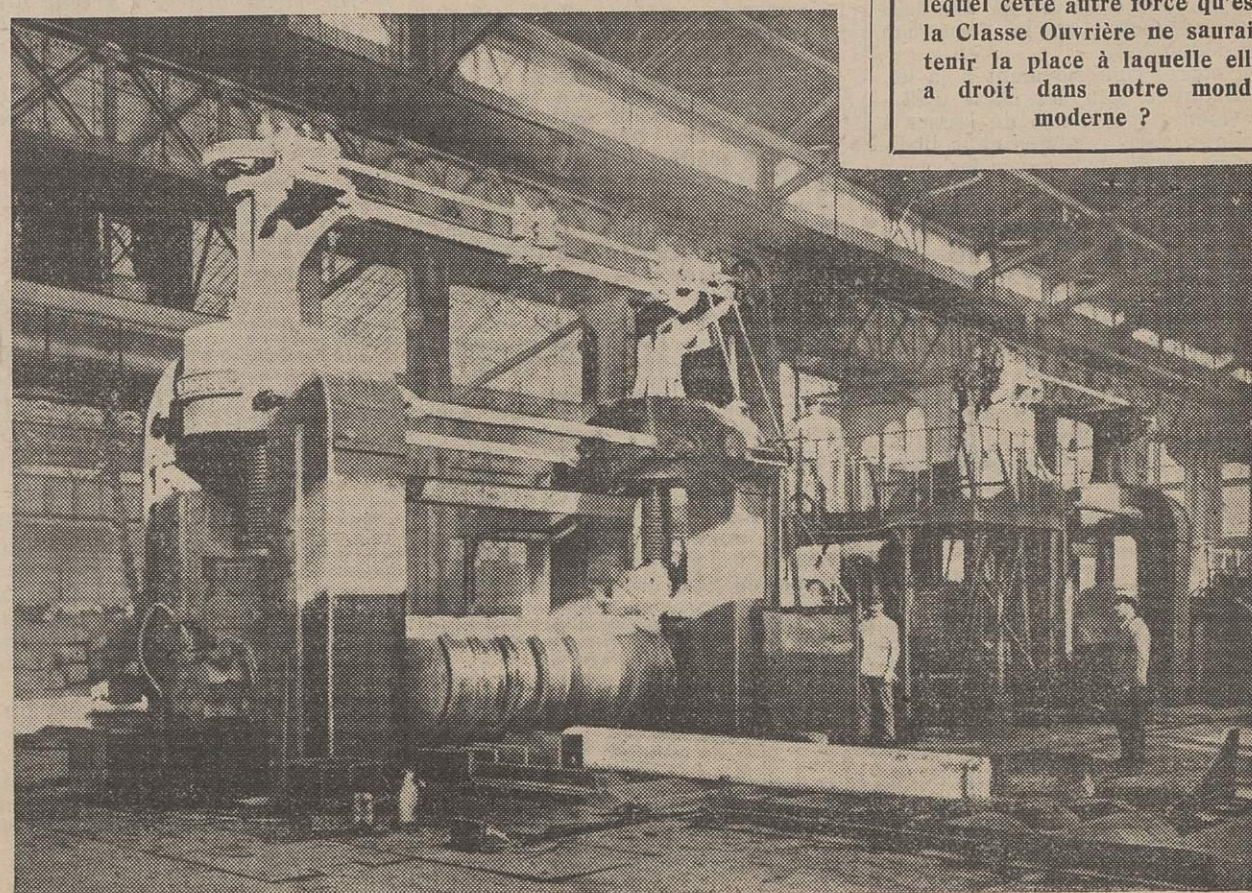
Le 26 mars, les délégués des organisations ouvrières de la Métallurgie, C.F.T.C., se réuniront à Chateaubriant pour y tenir leurs assises annuelles; celles-ci seront, cette année, particulièrement importantes en raison de l'activité syndicale déployée, de la place prise dans la vie professionnelle régionale par nos camarades, tout ce travail et les efforts faits pour l'intensifier étant, d'autre part, sanctionnés par les nombreuses adhésions reçues ces derniers mois; cette manifestation marquera une nouvelle étape dans la voie où depuis déjà de longues années se

sont engagés les métallos de la Loire-Inférieure.

ORDRE DU JOUR :

- 9 h. Ouverture du Congrès par le délégué de la Fédération;
- Rapport sur l'activité départementale par CHARDRON du Syndicat de Basse-Indre;
- Rapport sur l'action syndicale et l'activité professionnelle depuis les décrets-lois par Marius DUBAR du Syndicat de Nantes;
- 11 h. 30. Messe;
- 12 h. 30. Vin d'honneur et banquet;
- 14 h. 30. Séance de clôture et vœux.

Outil puissant qui fera du bloc d'acier ardent l'élément d'innombrables forces, ce laminoir n'est-il pas l'image même du Syndicalisme sans lequel cette autre force qu'est la Classe Ouvrière ne saurait tenir la place à laquelle elle a droit dans notre monde moderne ?



INQUIÉTUDES OUVRIÈRES

L'incertitude du lendemain a toujours été pour le travailleur un souci permanent dont le poids pèse lourdement sur toute sa vie matérielle, influant même souvent sur sa vie morale.

Les répercussions sur l'ensemble de l'activité industrielle, de la conjoncture présente : situation économième et crise politique internationale, ne peuvent laisser indifférents les milieux ouvriers.

Depuis deux ans, notre vie sociale a subi des transformations auxquelles notre régime économique et libéral ne semble pas devoir s'adapter.

Les thuriféraires de l'expérience en cours nous vantent, sur des modes différents, ses avantages sur celle qui l'a précédée et si ses succès ne constituent pas des victoires décisives, ils sont assez nombreux et importants, disent-ils, pour avoir modifié, de façon importante, l'atmosphère économique et financière de notre Pays.

Avec les rentrées de capitaux et les ressources dont dispose notre Ministre des Finances, on nous affirme que nous ne sommes plus à la merci d'une crise monétaire, qu'une reprise économique, très nette, est en cours, que nos différents indices s'inscrivent en hausse par rapport à l'année précédente, alors qu'aux Etats-Unis la reprise enregistrée en juin dernier marque un temps d'arrêt.

L'activité de nos grands établissements industriels et commerciaux, dont l'indice était en octobre de 66,3 s'est élevé à 68,8 en janvier.

Mais nous remarquons aussi qu'en ce qui concerne la durée moyenne du travail, celle-ci est passée, pour la même période, de 39 heures à 40 heures par semaine et ceci parce que 18 % des ouvriers travaillent désormais plus de 40 heures au lieu de 10 % en octobre dernier.

Le volume des ventes dans les grands magasins, compte tenu des variations saisonnières, est passé de 55 en octobre, à 62 en décembre.

Cependant, l'importance des chiffres donnés par les statisticiens ne semble pas devoir nous faire verser dans un optimisme sans borne, sans doute, mais nous dit-on, car il y a toujours un mais, il faut tenir compte de la dépression économique internationale et de l'atmosphère présente qui limite les possibilités de reprise dans notre Pays.

Enregistrons ces déclarations et voyons ce que deviennent les intérêts matériels des salariés dans le même moment où s'instaure un certain profit capitaliste.

De ce côté la conjoncture est beaucoup moins optimiste, les inquiétudes ouvrières réapparaissent avec la hausse incessante du coût de la vie, et la taxe de 2 %, ridiculement compensée par de dérisoires et partielles augmentations de salaires; l'inquiétude augmente lorsque, nous reportant à l'attitude des dirigeants du système libéral présent, nous voyons celle-ci tendre à une politique de baisse généralisée des salaires; nous reportant aux chiffres cités plus haut, nous remarquons qu'en fait, l'allongement de la journée de travail n'apporte aucun avantage matériel aux salariés qui doivent tout payer plus cher, il accroît, au contraire, leurs an-

goisses pour l'avenir où les guettent un chômage meurtrier et une vieillesse dont ils ne peuvent assurer la subsistance avec quelques certitudes les sommes qu'ils consacrent à cet effet étant soumises au caprice d'un législateur qui s'arroge le droit d'en disposer pour se dispenser de demander à certains profits une plus équitable contribution.

Ne nous y trompons pas, dans la mesure où les forces ouvrières diminuent, où le syndicalisme, qui en est l'expression, perd de son autorité, ce sont les intérêts directs des travailleurs qui sont menacés.

Entre le profit de l'entrepreneur et le salaire de l'ouvrier, il faut établir un juste équilibre, dans le temps présent il est indiscutable qu'il est matériellement rompu. Alors que les mesures prises pour accélérer la production ont pour objet d'accroître le profit industriel, l'ouvrier voit les dépenses de son budget s'augmenter sans cesse et sans qu'il lui soit possible d'y pallier par des ressources correspondantes.

Pour lui, l'expérience présente aboutit à ce paradoxe qu'il travaille plus pour gagner moins.

A ceux qui se croiraient dispensés de toute obligation syndicale, nous dédions ces lignes en leur demandant de réfléchir aux conséquences de leur attitude pour le présent et plus encore pour demain.

J. M.

Réflexions en fin de journée

Nous comptons mal quand il s'agit des œuvres que nous voulons grandes. Parce que nous partons de la moyenne mesure d'une vie d'homme pour admettre et exiger que la tâche commencée soit achevée avant que nous disparaissions, parce que nous ne croyons pas assez que les ouvriers qui continueront, ou ceux qui leur succéderont après eux, après nous, pourront peut-être connaître le bonheur de la conclusion, nous commettons l'erreur de ne pas faire absolument confiance à l'œuvre totale, à la maison finie.

Quand nous ne faisons que transporter un flambeau transmis par les morts, nous oublions trop vite que nous n'avons pas allumé cette clarté qui marche et nous croyons trop aisément qu'elle s'éteindra quand nous ne serons plus là pour veiller sur elle.

Et cette erreur commune à tant de nous, mes camarades, émusse la confiance que mérite notre tâche; et la somme des doutes de chacun est comme un boulet dont le poids s'accumule et par la faute duquel notre marche est plus lente.

Or, nous venons d'être les témoins d'une continuation qui vient du fond des siècles et qui se poursuit à travers toutes les erreurs et toutes les embûches de tous les temps.

Il y a peu de jours un grand Pape mourait au bout d'une vie lourde de mérites autant que de peines.

Aujourd'hui, un autre Pape lui succède, dont le passé est garant qu'il sera demain lui aussi le défenseur de la Loi. Du fond des siècles, l'œuvre continue, inébranlable, réelle et contre laquelle aucune puissance ne prévaudra.

Pour évoquer des temps plus près de nous, pour retenir de la Loi les passages qui nous concernent de plus près, mes camarades, rappelons nous que de Léon XIII et de son Encyclique « Rerum Nova-

rum » sur la condition des travailleurs, à Pie XI, auteur de « Quadragesimo anno », les consignes qui datent des catéchismes sont demeurées immuables et se sont dressées comme un mur de justice et de vérité devant toutes les ambitions, tous les égoïsmes, tous les intérêts de la richesse indue et de l'orgueil.

Successeur de Pie XI, celui qui avait été jusqu'à ces derniers jours le Cardinal Pacelli.

Celui, qu'oubliant ses préjugés, ses nuances politiques ou idéologiques, la classe ouvrière saluait unanime lors de son passage à l'Exposition de Paris, au cri prophétique de « Vive le Pape ! »

Celui qui apprit à connaître vraiment la France durant les quelques jours qu'il y vécut... à la connaître et à l'aimer, peut-être d'autant plus qu'on l'avait mis d'avantage en garde contre le soi-disant état révolutionnaire qui aurait alors régné chez nous, Pie XII enfin reprend l'œuvre pontificale au point même où Pie XI l'avait laissée.

Ce n'est pas assez dire qu'il reprend l'œuvre. Il la continue : un autre après lui la continuera, et d'autres, encore, jusqu'à la fin.

Les hommes passent. Depuis dix-neuf siècles, ils passent. La mission demeure et se transmet.

Et c'est par leur mission si grandiose ou si humble qu'elle soit, que le souvenir qu'ils laissent au service d'une cause vraie, vaut à la cause d'être reprise et d'aboutir à ses fins logiques.

Les cathédrales, témoins superbes de tant de siècles ont ainsi porté jusqu'à nous la grandeur de cette lointaine classe ouvrière qui les édifie génération par génération, jusqu'à ce que fut scellée la plus haute pierre de leurs clochers.

Et la leçon vaut pour nous, mes camarades. La mission syndicale que nous accomplissons, que nous « continuons » d'accomplir après ceux qui ne sont plus, doit avoir elle aussi ce sens de continuité qui la fera toujours plus forte.

Nous aussi, un jour, disparaîtrons. Du moins ayons cette foi que notre doctrine syndicaliste demeurera intangible, qu'elle ne mourra pas avec notre mort.

Il n'est pas normal que ce qui est beau et juste et vrai disparaisse parce que les hommes disparaissent.

Notre tâche nous dépasse dans le temps. Car en vérité, qu'est-ce qu'une vie d'homme en regard de la mission que d'aucuns, dont nous sommes, se sont assignée ?

On évoque souvent la « cité future » que nous bâtissons. C'est donc que nous envisageons logiquement qu'elle se terminera dans cet avenir que nous ne verrons pas. C'est donc qu'il faut une succession de générations courageuses pour l'édifier.

(Lire la suite en 2^e page.)

BETHUNE - 21 mai 1939

A la gloire des Travailleurs Chrétiens

MÉTALLOS du Pas-de-Calais !

Pensez à cette journée, et chacun, dans votre centre, occupez-vous de ce déplacement. Il faut que tous les métallos soient groupés derrière le char de la Métallurgie. Il faut ce jour-là que vous montriez notre FORCE, et avec les autres corporations, LA FORCE GRANDISSANTE de la C.F.T.C.

Nous devons être 30.000 travailleurs chrétiens à Bethune. Nous le serons si tous les métallos répondent : « Présent ! ».

Amis du Boulonnais, du Calais, de la Vallée de l'Aa et de l'Artois, Bethune vous attend vous et vos familles, pour fêter le travail chrétien. L'Union Départementale vous y invite !

Aux Métallos de répondre par leur présence :

A Bethune, le 21 Mai, nous Y SERONS TOUS.

UN METALLO.

Une justification de notre campagne en faveur de la famille

telle peut s'intituler la statistique ci-dessous, rapportant le mouvement de la population en France.

POPULATION au 8 mars 1936 :

41.905.538

MARIAGES :

1938 1937

1^{er} trimestre 54.639 55.001

2^e trimestre 75.900 77.269

3^e trimestre 69.621 70.541

Totaux .. 200.160 202.811

DIVORCES :

1^{er} trimestre 5.251 5.206

2^e trimestre 6.626 6.394

3^e trimestre 6.227 6.077

Totaux .. 18.134 17.677

NAISSANCES :

Enfants déclarés vivants :

1^{er} trimestre 157.253 158.605

2^e trimestre 158.733 158.602

3^e trimestre 152.756 153.943

Totaux .. 468.742 471.150

MORT-NES :

1^{er} trimestre 5.804 6.020

2^e trimestre 5.893 6.026

3^e trimestre 5.192 5.500

Totaux .. 16.889 17.546

DECES AU TOTAL :

1^{er} trimestre 192.937 177.671

2^e trimestre 164.459 156.741

3^e trimestre 136.711 136.727

Totaux .. 494.107 471.139

Dont décès de moins d'un an :

1^{er} trimestre 10.457 12.605

2^e trimestre 10.827 10.296

3^e trimestre 9.377 8.837

Totaux .. 30.661 31.738

EXCEDENT ou DEFICIT

des naissances :

1^{er} trimestre .. - 35.684 - 19.066

2^e trimestre .. - 7.726 + 1.861

3^e trimestre .. + 16.045 + 17.216

Totaux :

Déficit .. - 27.365

Excédent .. + 11

La courbe de notre dénatalité s'accroît :

1930 : 750.000 naissances.

1937 : 616.000 »

A ce rythme, en 1942 le nombre des naissances en France tomberait à : 490.000.

Réflexions en fin de journée

Mais dites-moi, mes camarades, de quelle incohérence dans ses lignes, dans ses proportions et sa disposition ne serait-elle point marquée si, oubliant ou méprisant les plans de l'œuvre totale, chaque génération ou bien dans les générations même, chacun entendait transformer et déformer les principes mêmes sur lesquels l'œuvre avait été conçue.

Le syndicalisme chrétien a sa charte. Il s'appuie précisément sur ces documents pontificaux que j'évoquais plus haut. Ils font sa force. Et cette force est de celles contre laquelle les forces du mal ne prévaudront point.

Nul autre que notre loi ouvrière n'a pour elle ce prestige et cette référence. C'est tellement vrai que ceux-là mêmes qui nous combattent ont, pour élaborer leur programme vacillant, pillé nos textes et démarqué nos consignes. Mais comme ils ne s'adressaient à des hommes qu'avec les données humaines d'un problème trop vaste pour eux, ils ont jugé plus simple de pratiquer cette pernicieuse démagogie qui commence déjà de causer leur propre perte.

Notre livre de loi, mes camarades, ne s'accommoda pas des interprétations à l'usage du moment.

De tous les temps, la classe ouvrière sous quelque forme qu'elle apparut a dû et devra se défendre contre trop de puissances attachées à l'asservir pour négliger les seuls principes qui peuvent l'émanciper.

Il faudra bien enfin qu'on comprenne ça. Il faudra bien que les égarés reviennent de leurs erreurs et que les mauvais bergers soient confondus.

Le monde s'est trop éloigné des dogmes sociaux dont il aurait dû

vivre pour ne pas s'apercevoir un jour qu'il court au cataclysme.

Le Syndicalisme chrétien a du moins pour lui cette foi qu'il défend la doctrine unique.

Mais parce que précisément il s'agit d'une seule doctrine, il ne saurait tolérer des concessions qui en annuleraient au bout du compte les principaux paragraphes.

Parce qu'il ne s'agit que d'une unique doctrine, il est nécessaire d'y croire de toute sa conscience...

Je vous le dis, mes camarades, nous venons, syndicalistes chrétiens, de vivre des heures qui nous ont redonné la fierté de notre titre.

Lorsque le monde entier, chrétiens ou non chrétiens, lorsque les peuples, lorsque les gouvernements eux-mêmes s'inclinèrent unanimement devant Pie XI mort, lorsque le monde entier, chrétiens ou non chrétiens, saluèrent ensemble Pie XII comme la grande espérance de notre époque sans espérance, est-ce que nous n'avons pas senti que nous étions un peu nous aussi, la cause de cette espérance ?

Est-ce que ce n'était pas aussi en nous qu'on croyait ? Est-ce que ce n'était pas vers nous qu'on regardait quand d'autres décevaient les malheureux qui s'étaient confiés n'importe à qui, au hasard de leur détresse ?

Est-ce que ce n'était pas nous qu'on reconnaissait comme des hommes de paix, de justice, nous, Syndicalistes Chrétiens !

Et cela, parce que nous avons accepté d'être les serviteurs d'une mission qui continuera.

...Qui continuera au-delà de nos passagères vies d'hommes.

LE COMPAGNON.

Le XX^e anniversaire de la C. F. T. C.

La célébration des Noces d'Or du Syndicalisme Chrétien en France a connu le 27 juin 1937 un triomphe, succès, encore présent à notre esprit.

Dans les mois qui vont venir, la C.F.T.C. comptera 20 années d'existence, en effet, c'est le 2 novembre 1919 qu'elle fut constituée.

En vue de commémorer cet anniversaire, un groupe de militants vient de créer le « Comité pour deux réalisations », la première aura pour but de perpétuer le souvenir de nos morts et, plus particulièrement, celui des militants tombés au Champ d'Honneur du Travail et de l'Action Syndicale ; la seconde aura comme objet de rendre hommage à un grand vivant, notre Président Confédéral Jules Zirnheld.

A cet effet, des listes de souscriptions sont à la disposition des Syndicats, ces derniers voudront bien les réclamer à leur Union Locale ou Départementale.

Les ouvriers métallurgistes, en cette circonstance, tiendront à montrer leur attachement au mouvement syndical chrétien en s'associant très largement à l'initiative du Comité, auquel ils voudront bien apporter leur concours financier.

L'O. M. est le regard projeté sur nos activités et la voix qui les fait connaître. Ne pas le lire : C'est être Aveugle et c'est être Sourd

ELECTIONS DES DÉLÉGUÉS DU PERSONNEL

Modalités des opérations électorales

Décret du Ministre du Travail, publié au Journal Officiel du 10 Mars 1939

Article Premier. — L'élection des délégués titulaires et des délégués suppléants a lieu, chaque année, dans le mois qui précède l'expiration normale des fonctions de délégués, telle qu'elle est définie par les articles 10 et 11 du décret du 12 novembre 1938.

La date et les heures d'ouverture et de fermeture du scrutin sont fixées, pour chaque collège électoral, par le chef d'établissement après consultation des délégués sortants, seront annoncées quinze jours au moins à l'avance par un avis affiché, en même temps que la liste électorale, aux emplacements habituellement réservés pour les avis donnés aux ouvriers.

Le chef d'établissement fait afficher en même temps le texte des articles 3, 4, 5 et 6 du décret du 12 novembre 1938, portant statut des délégués du personnel.

Le scrutin a lieu dans l'établissement. Il y est procédé en dehors des heures de travail, sauf impossibilité ou s'il existe un accord contraire entre le chef d'établissement et le personnel.

Art. 2. — Le chef d'établissement fait établir la liste électorale sous sa responsabilité et la signe ou fait signer par la personne à laquelle il a délégué ses pouvoirs à cet effet.

Cette liste comprend les noms et prénoms des salariés de l'un et l'autre sexes, remplissant les conditions fixées à l'article 4 du décret du 12 novembre 1938 portant statut des délégués, ainsi que la date de leur naissance. Pour l'établissement de cette liste, le chef d'établissement peut exiger des membres du personnel la production d'une pièce d'identité justifiant de leur âge et de leur nationalité, ainsi que toutes les pièces faisant foi qu'ils remplissent les conditions de moralité prévues par l'article 4 précité du décret du 12 novembre 1938, notamment d'une carte d'électeur valable pour l'année en cours. Le chef d'établissement peut, s'il l'estime nécessaire, exiger la production d'un extrait du casier judiciaire délivré depuis moins de trois mois ; il assume dans ce cas la charge des frais de délivrance de cet extrait.

Au cas où, en application de l'article 3 du décret précité, des collèges électoraux distincts sont constitués dans l'établissement, il est établi une liste spéciale pour chaque collège électoral. En cas de contestations relatives à l'électorat le recours devant le juge de paix, prévu à l'article 6 (par. 2) du décret précité du 12 novembre 1938, doit être intenté dans les trois jours qui suivent l'affichage. Il est formé soit par déclaration au greffe, soit par lettre recommandée.

Art. 3. — Pendant la période comprise entre l'affichage de la liste électorale et le scrutin, un emplacement est réservé, pour l'affichage, par les soins du chef de l'établissement, d'un état portant les noms, prénoms, âge et durée des services des candidats ainsi que l'indication du syndicat professionnel auquel ils appartiennent.

Tout éligible peut être élu, même s'il n'a pas posé sa candidature. Art. 4. — Le Bureau électoral de chaque collège est composé des deux électeurs les plus âgés et de l'électeur le plus jeune présents au moment de l'ouverture du scrutin.

Art. 5. — Le dépouillement des votes a lieu immédiatement après la fin du scrutin. Après le dépouillement du scrutin, le président du Bureau de vote proclame le résultat du vote. Est élu le candidat qui a obtenu la majorité relative des voix, quel que soit le nombre des votants.

En cas d'égalité des suffrages, le plus âgé des candidats est proclamé élu.

Art. 6. — Le Président du Bureau dresse, en triple exemplaire, le procès-verbal des opérations qui doit être signé par les membres du bureau.

Un des exemplaires est affiché à l'emplacement prévu à l'article 3 ; les deux autres sont remis au candidat proclamé élu et au chef d'établissement.

Art. 7. — En cas de contestation sur la régularité de l'élection, le recours prévu à l'article 6, alinéa 2, du décret du 12 novembre 1938, n'est recevable que s'il est introduit dans les trois jours qui suivent l'élection.

Si l'élection est annulée, il est procédé à une nouvelle élection dans le délai d'un mois suivant la décision du juge de paix.

La présidence appartient au plus âgé.

Pendant la durée de toutes les opérations, et notamment lors de l'aménagement des électeurs et du dépouillement du scrutin, un des employés du service chargé de la feuille de paie ou des assurances sociales, désigné par le chef d'établissement, est adjoint au Bureau avec voix consultative.

Art. 5. — Le vote pour l'élection du délégué suppléant a lieu après la proclamation des résultats de l'élection du délégué titulaire et, au plus tard, dans un délai de 24 heures.

Art. 6. — Chaque bulletin doit, à peine de nullité, comprendre le nom d'un seul candidat et ne porter aucune autre indication ou signe de reconnaissance.

Le vote a lieu, à peine de nullité, sous enveloppe, d'un type uniforme et ne comportant aucun signe de reconnaissance.

Les enveloppes ainsi que les bulletins sont fournis par le chef d'établissement qui peut, outre des bulletins en blanc, fournir des bulletins portant les noms des candidats.

Avant de voter, l'électeur doit passer par un compartiment d'isolement où sont déposés des bulletins et des enveloppes et où il doit choisir ou remplir son bulletin et le mettre sous enveloppe.

Ne sont pas admis à prendre part au vote, les salariés qui, inscrits sur la liste électorale, auraient quitté définitivement l'établissement au jour de l'élection.

Le chef d'établissement ou son représentant a toujours accès dans le local de vote.

Art. 7. — Dans les professions où une partie du personnel est normalement occupée en dehors de l'établissement, le vote par correspondance est admis pour cette partie du personnel, s'il est prévu par la convention collective de travail applicable à l'établissement, et dans les conditions fixées par ladite convention. Le vote a lieu dans ce cas, obligatoirement sous double enveloppe, l'enveloppe intérieure ne devant porter aucune suscription, ni aucun signe de reconnaissance.

Art. 8. — Le dépouillement des votes a lieu immédiatement après la fin du scrutin. Après le dépouillement du scrutin, le président du Bureau de vote proclame le résultat du vote.

Est élu le candidat qui a obtenu la majorité relative des voix, quel que soit le nombre des votants.

En cas d'égalité des suffrages, le plus âgé des candidats est proclamé élu.

Art. 9. — Le Président du Bureau dresse, en triple exemplaire, le procès-verbal des opérations qui doit être signé par les membres du bureau.

Un des exemplaires est affiché à l'emplacement prévu à l'article 3 ; les deux autres sont remis au candidat proclamé élu et au chef d'établissement.

Art. 10. — En cas de contestation sur la régularité de l'élection, le recours prévu à l'article 6, alinéa 2, du décret du 12 novembre 1938, n'est recevable que s'il est introduit dans les trois jours qui suivent l'élection.

Si l'élection est annulée, il est procédé à une nouvelle élection dans le délai d'un mois suivant la décision du juge de paix.

Agents de maîtrise

La Société des Magnétos R. B. vient de procéder aux élections de délégués titulaires et suppléants pour le collège électoral des Employés, Agents de Maîtrise.

Deux sièges étaient à pourvoir pour chacun des postes, notre camarade Marsollier a enlevé un siège de délégué titulaire et notre camarade Forgette, voit le siège de suppléant lui échapper en faveur de Degreil cégétiste, élu à l'ancienne.

Nous sommes heureux de féliciter nos camarades pour les résultats de leur action, l'intérêt qu'ils portent aux questions professionnelles et leur souci de défendre les justes droits des collaborateurs sont sanctionnés par la confiance de leurs collègues qui viennent de confier à notre ami Marsollier la charge de les représenter.

Usines Renault

Les Agents de Maîtrise adhérents à notre Groupement sont informés qu'à leur intention une permanence fonctionne les 1^{er} et 3^{es} mardis de chaque mois, de 18 à 19 heures, 91, rue de Saint-Cloud à Boulogne-Billancourt.

Le local situé à proximité du centre des Usines permet à nos adhérents de s'y rendre avec facilité ; ils trouveront, auprès de leur collègue agent de maîtrise qui a bien voulu assurer cette permanence, le meilleur accueil et tous les renseignements d'ordre syndical et professionnel dont ils auraient éventuellement besoin.

NOTRE CARNET

DE BORDEAUX

NAISSANCE

Nous apprenons que notre camarade Jean FAYE, du Wagonnage de Bacalan, vient d'avoir une fille. Nous adressons aux parents nos vives félicitations.

DÉCÈS

Nous avons eu la douleur d'apprendre la mort de Jean SEGUIN, gendre de notre ami ALLIAS, de la Maison Pradaire. A notre camarade, à toute sa famille, nous adressons nos condoléances bien sincères et nous les assurons de toute notre sympathie.

LE CONSEIL SYNDICAL.

L'O. M. Sans-Filiste

Elimination des parasites à la réception

Les parasites peuvent parvenir à un poste récepteur de T.S.F. par l'antenne, par le fil de terre, par le châssis ou par les fils du réseau d'alimentation.

Les parasites provenant du secteur peuvent être parfaitement arrêtés par des filtres appropriés ; mais l'effet de ceux-ci se montrera illusoire si l'on n'a pas tout d'abord éliminé les autres causes de troubles.

Une des premières conditions est de posséder un très bon collecteur d'ondes.

Pour ne pas capter les parasites, l'antenne doit être dégagée (environ 5 mètres au-dessus du toit) et perpendiculaire aux fils électriques du voisinage (lumière, téléphone, haute tension, etc.). L'antenne ainsi disposée doit être reliée au poste récepteur par un câble blindé, cette descente blindée partant de l'antenne et allant jusqu'à la prise d'antenne du poste (il suffit que la descente d'antenne ne soit pas blindée sur quelques centimètres pour que les parasites aient accès au poste récepteur). Le blindage de la descente d'antenne doit être mis au sol en plusieurs points à l'aide d'un câble de grosse section et à plusieurs brins.

On peut reprocher à une installation ainsi réalisée d'être relativement coûteuse, lorsqu'elle est établie pour un seul récepteur.

Leur généralisation, en raison de la multiplication des antennes sur les toits, se heurte d'ailleurs à une impossibilité pratique dans les immeubles où existent de nombreux auditeurs.

Une solution intéressante et qui mérite d'être signalée, est celle de l'antenne collective, permettant avec un seul aérien de desservir tous les locataires d'une même maison.

Normalement, l'antenne doit être complétée par une bonne prise de terre.

Celle-ci ne sera pas toujours réalisable et, dans certains cas, il y aura même intérêt, en se plaçant au point de vue des parasites tout au moins, à ne pas relier le poste à la terre.

Les parasites, en dehors de l'antenne et de la terre, peuvent encore être dus à l'influence de circuits voisins du poste sur des organes non blindés du châssis. On peut y remédier en blindant l'intérieur de la caisse renfermant le châssis, ce blindage étant mis à la terre.

Restent enfin, les parasites amenés par le réseau. Leur élimination est facilement assurée en intercalant entre la prise de courant et le poste récepteur un filtre constitué par un simple condensateur ou par un ensemble condensateur-self.

Ces filtres sont pourvus d'une borne de terre, laquelle doit être reliée au sol par un fil de cuivre de forte section à plusieurs brins de préférence ; ce fil doit être aussi court que possible ; en effet, il a pour fonction de conduire les parasites au sol, il convient donc d'éliminer ceux-ci par le plus court chemin possible, afin de ne pas être gêné par la résistance ohmique et éviter toute influence par rayonnement.

Apprentissage dans les Industries Métallurgiques Mécaniques et connexes de la Région Parisienne

Afin de faciliter l'application de l'article 24 de la Convention Collective de travail conclue le 12 juin 1936, et révisée le 2 mai 1938, dans les Industries Métallurgiques, Mécaniques et Connexes de la Région Parisienne, il est précisé qu'on entend par apprentissage un enseignement méthodique et complet permettant d'accéder à un métier exercé par un ouvrier qualifié, tel que ce dernier est défini au paragraphe 1^{er} de l'article 19 de la Convention Collective du 12 juin 1936 modifiée le 2 mai 1938.

RAPPEL DE LA LEGISLATION.

Il est rappelé que : le contrat d'apprentissage doit être obligatoirement constaté par écrit, dans la quinzaine, au plus tard, de sa mise à exécution (article 2, livre 1^{er} du Code du Travail) entre employeurs et parents, tuteur ou représentants légaux de l'apprenti (article 3, livre 1^{er} du Code du Travail).

Il doit mentionner notamment la date et la durée de l'engagement, les conditions de rémunération de l'apprenti, les cours professionnels qu'il doit suivre (article 3, livre 1^{er} du Code du Travail).

La durée du contrat ne peut dépasser celle consacrée par les usages et coutumes de la profession (article 3, livre 1^{er} du Code du Travail).

Toute infraction aux usages, tous manquements ou résolution de contrat sont de la compétence des Conseils de Prud'hommes ou Juges de Paix, statuant comme tels à défaut de Conseil de Prud'hommes dans le canton dans lequel est établi l'employeur (articles 17 et 18 du livre 1^{er} du Code du Travail).

La loi du 20 mars 1928, relative à l'organisation de l'apprentissage, comporte les modifications apportées aux articles 1^{er}, 2, 3, 12 et 107 et des additions aux articles 7 et 11 du livre 1^{er} du Code du Travail.

L'apprentissage est soumis aux prescriptions des chapitres I à 7 du livre 1^{er} du Code du Travail et à celles du décret-loi du 24 mai 1938 sur l'orientation et la formation professionnelles.

En outre, conformément à la loi, du 25 juillet 1919, les chefs d'établissements sont tenus de laisser à leurs apprentis le temps et la liberté nécessaires pour suivre les cours obligatoires communaux ou privés (article 44).

Ils sont tenus également de s'assurer de leur assiduité aux cours et leur contrôle doit se matérialiser par leur visa au moins une fois par semaine d'un livret individuel établi à cet effet par l'organisation de ces cours (article 45).

Ces cours auront lieu conformément à la législation en vigueur.

Les chefs d'entreprises devront présenter les apprentis aux examens du C.A.P. ou à défaut à ceux organisés, en application de la loi du 25 juillet 1919 ou de l'article 11 a) du livre 1^{er} du Code du Travail (article 18 du décret-loi du 24 mai 1938).

Le pourcentage d'apprentis à inscrire dans chaque établissement résultera du décret qui doit intervenir en application du décret-loi du 24 mai 1938.

Il y a intérêt pour les parties contractantes à bien veiller au respect des obligations résultant de cette législation qui comporte des sanctions pour les deux parties en cas d'infraction (articles 50 et 51

de la loi du 25 juillet 1919, article 19 du décret-loi du 24 mai 1938).

DURÉE DE L'APPRENTISSAGE

La durée normale de l'apprentissage est de trois ans. Toutefois, pour les professions ci-après : Chaudronnerie Cuivre et Instruments de Chirurgie, la durée normale de l'apprentissage sera celle consacrée par les usages et coutumes des entreprises de la profession.

Les apprentis qui, en fin de 3^e année, auront échoué au C.A.P. pourront, en cas d'accord des parties, proroger leur contrat d'apprentissage pour se soumettre aux épreuves de la prochaine session du C.A.P.

REMUNERATIONS.

a) Les rémunérations horaires minima ci-après, seront allouées aux apprentis. Le tarif de ces rémunérations s'applique à toutes les professions comprises au barème de la Convention Collective du 12 juin 1936 et des additifs, en tant que ces professions s'appliquent aux Industries Métallurgiques, Mécaniques et Connexes de la Région Parisienne et compte tenu de l'accord passé le 18 juillet 1936, entre la Chambre Syndicale des Patrons Modeliers et la Section Technique des Modeliers-Mécaniciens de l'Union Syndicale des Ouvriers et Ouvrières Métallurgistes et Similaires de la Région Parisienne.

Elles pourront progresser au cours de chaque période de façon variable pour tenir compte des progrès, de l'application au travail, tant manuels que théoriques, des apprentis et de la qualité de leur production.

Fonderie			
Première année :			
1 ^{er} semestre	..... Fr. 1	»	1 25
2 ^e semestre	.....	1 10	1 35
Deuxième année :			
1 ^{er} semestre	.....	2 25	2 50
2 ^e semestre	.....	2 75	3
Troisième année :			
1 ^{er} semestre	.....	3 50	3 80
2 ^e semestre	.....	4 25	4 60

Pour les apprentis faisant une 4^e année, soit normale, soit par doublement, la progression de leur rémunération devra tenir compte de l'habileté acquise au cours des trois années écoulées.

b) D'autre part, satisfaisant au nota de l'article 19 de la Convention Collective du 12 juin 1936 relatif aux « Apprentis », les parties sont d'accord pour que le temps passé aux cours théoriques par les apprentis soit l'objet de la même rémunération que celui passé à l'atelier pour l'enseignement pratique, lorsque ces cours ont lieu pendant l'horaire normal de travail.

PECULE.

Un pécule sera versé en fin d'apprentissage et calculé sur un pourcentage minimum de 6 p. cent des rémunérations versées pendant la durée du contrat d'apprentissage pour les apprentis ayant obtenu le C.A.P. et 4 p. cent pour les apprentis ne l'ayant pas obtenu.

OUTILLAGE.

Dans la mesure où une profession donnera lieu, en cours d'apprentissage, à la confection d'outils professionnels personnels, à titre d'exercices progressifs, ceux-ci resteront la propriété de l'apprenti à la fin de son apprentissage.

JEUNES GENS AYANT ACCOMPLI LEUR APPRENTISSAGE ET EN VOIE DE PERFECTIONNEMENT.

Les jeunes gens qui, en fin d'apprentissage se perfectionnent dans l'entreprise et qui ne peuvent justifier d'une capacité professionnelle suffisante, tant en qualité qu'en rendement, pour recevoir le salaire d'adultes de leur catégorie recevront un salaire correspondant à leur perfectionnement technique et dont le taux minimum sera le suivant :

Pourvus du C.A.P. Fr. 8 25
Non pourvus du C.A.P. 7 50

L'essai justificatif de la capacité professionnelle suffisante pourra être subi à deux reprises au cours de chacune des deux années suivant la fin de l'apprentissage.

ELEVES SORTANT D'ECOLES TECHNIQUES.

Les élèves sortant d'Ecoles Techniques publiques ou privées et ayant accompli le cycle normal des études, seront assimilés aux jeunes gens ayant accompli leur apprentissage.

QUESTION JURIDIQUE

De l'obligation du contrat

Le contrat d'apprentissage doit-il, obligatoirement, être constaté par un écrit ?

— Oui et ce, en vertu de l'article 2 du Livre 1^{er} du Code du Travail dont la première phrase est ainsi conçue :

« Le contrat d'apprentissage doit être constaté par écrit, soit par acte authentique, soit par acte sous-seings privés. »

Quelles sont les sanctions prévues en cas d'inexécution de cette prescription ?

— Le même article 2 précité dit que si le contrat d'apprentissage n'est pas rédigé dans la quinzaine au plus tard de sa mise à exécution, l'employeur et le représentant de l'apprenti seront passibles de peines de simple police.

Pourtant, il y a, en fait, un certain nombre de « tout jeunes » qui travaillent sans contrat d'apprentissage. Doit-on, dès lors, les considérer comme jeunes ouvriers à la production ?

— Pas nécessairement. En effet, le contrat d'apprentissage verbal peut exister en fait et, dès lors, il doit produire les effets de tout contrat d'apprentissage.

En cas de poursuites, qui doit faire la preuve de la nature du contrat ?

— C'est l'employeur, ainsi qu'en a décidé très sagement le tribunal civil de la Seine dans un jugement dont nous extrayons le passage suivant :

« Le contrat de travail n'étant pas contesté, l'absence d'écrit a pour effet de mettre la preuve à la charge du patron auquel il était facile de se procurer une preuve préconstituée de nature à supprimer toute contestation. »

Les artifices du « reçu pour solde de tous comptes »

Dans son dernier numéro, Syndicalisme attire votre attention sur la « subtilité » de certains employeurs qui réclament aux ouvriers licenciés un reçu pour solde.

La première formule employée était : « pour solde de tout compte » (au singulier) ; puis on a mis « de tous comptes » (au pluriel). Mais comme la Cour de Cassation ne « marchait » toujours pas pour reconnaître une valeur incontestable à des reçus de ce genre, l'expression est devenue : « pour solde de tous comptes et de toutes indemnités. »

Hélas ! trois fois hélas !... cela ne suffit pas ; ces diables de conseillers prud'hommes font droit aux demandes qui leur sont présentées par des ouvriers qui, pourtant, ont signé des papiers ainsi libellés, et la Cour de Cassation ne casse pas de telles décisions. Alors... croyez-vous que les patrons se tiennent tranquilles ?

En fait, oui, s'ils étaient seuls, ils renonceraient peut-être à toutes ces chinoïseries, mais ils ont des conseillers dits « juridiques » qui cherchent et recherchent des formules inédites.

Voici leur dernière trouvaille : « Lorsqu'un salarié reçoit son compte, le reçu à lui faire signer doit être libellé ainsi : reçu pour solde de tous comptes, indemnités et prétentions. »

Cette fois, la Cour de Cassation « marche ».

Avant salariés. Cependant, nous demandons ce que peut bien signifier un reçu pour solde de prétentions ! La Cour de Cassation nous a habitués, jusqu'ici, à un examen si serré des expressions que, « vraiment nous pensons qu'elle modifiera sa juris-

prudence et qu'elle n'admettra plus qu'un employeur soit libéré de toute obligation parce qu'il a fait signer, à un salarié un reçu « pour solde de prétentions » d'autant plus que parmi ces prétentions peut figurer la suivante : « Moi, salarié, j'ai la prétention que les tribunaux ne se laisseront pas réduire à l'impuissance par des artifices juridiques... qui ne sont que des artifices. »

L'industrie française du verre en péril

Le Bureau Fédéral de la Fédération Française des Syndicats Chrétiens du Verre et de la Céramique (C.F.T.C.), conduit par M. Meek, député du Bas-Rhin, vient d'être reçu par M. Vallat, directeur de cabinet du Ministre du Commerce et M. Lecuyer, directeur général des Services Commerciaux.

La Vie Fédérale et Syndicale

GIRONDE

BORDEAUX

Il ne semble pas inutile de rappeler à nos camarades métallistes qu'avec le devoir qui incombe à chacun de travailler au développement de l'organisation syndicale et par là même à celui du mouvement syndical chrétien, il y a la formation personnelle, le devoir strict de se former pour être toujours apte et compétent à prendre ses responsabilités dans le milieu du travail, afin de mieux défendre nos camarades moins informés de l'organisation syndicale.

Beaucoup en effet ignorent encore que sans le syndicat aucune possibilité n'est offerte au travailleur pour défendre ses droits. Seul le Syndicat par l'action collective et solidaire de ses membres peut obtenir des conditions de travail honorables pour chacun et pour tous les travailleurs.

Certes, nous savons que ce qui a été réalisé est incomplet et insuffisant ; cependant nous devons veiller à ce que rien ne soit rapporté ou remis en cause. En face des mesures prises par les décrets-lois, nous devons redoubler d'attention et travailler à renforcer l'autorité du syndicalisme au moment même où l'échec de la tentative de grève générale, en le compromettant gravement, alimente du même coup la propagande des antis.

Il importe donc que chacun de nous fasse l'effort indispensable pour augmenter sa formation syndicale et acquérir par là une plus grande compétence pour assurer avec plus d'efficacité les tâches qu'il sera appelé à remplir ainsi par une plus large répartition du travail syndical, nous soulagerons d'autant nos militants responsables et nos permanents écrasés par la besogne que nous négligeons d'accomplir.

Que ceux d'entre nous qui ne sont pas fait inscrire aux Cercles d'études de formation le fassent sans tarder, il n'y a, pour cela qu'à s'adresser au siège du syndicat.

Nombreux sont ceux qui déjà se forment, mais peut-être aussi la masse des nôtres, plus ou moins malheureux : chômeurs, familles nombreuses et aussi nos femmes et nos enfants si nos salaires sont insuffisants, attend avec reconnaissance que plus nombreux encore se lèvent, compétents et formés ceux qui donneront demain à notre classe ouvrière, la place qu'elle doit avoir.

Chopy.

CERCLES D'ETUDES DU SYNDICAT

Cercles d'études mensuels de l'U. D. : deuxième mardi de chaque mois.

Cercles d'études d'initiation syndicale : 4e mardi de chaque mois.

Annexe à la Convention Métallurgie

Les camarades Chopy et Burgan ont signé le 17 février 1939 la convention annexe concernant les frais de déplacement des ouvriers travaillant habituellement dans les ateliers de Bordeaux et les communes limitrophes du Syndicat Patronal de la Métallurgie de Bordeaux.

Les dispositions de cette annexe comprennent notamment :

A. — Déplacement sans découpage :

Travaux comportant un déplacement en deçà d'un rayon de 10 kilomètres : le paiement des frais de déplacement et accessoires seront réglés par entente directe entre employeur et ouvrier.

Travaux avec déplacement au-delà de 10 kilomètres si obligation de déjeuner : il sera alloué une indemnité de panier de 8 francs ;

Si dans ce cas l'employeur ne se charge pas du transport, il réglera avec l'ouvrier le remboursement des frais de transport réellement déboursés.

B. — Déplacement avec découpage. — Voyage :

Paiement par l'employeur du voyage en 3e classe ;

Temps passé en voyage aller et retour : 4 francs de l'heure avec maximum payé : huit heures par 24 heures ;

Déplacement de 20 à 50 kilomètres : un voyage aller et retour ;

Déplacement de 50 à 100 km. : un voyage aller et retour toutes les deux semaines ;

Déplacement de 100 à 200 km. : un voyage aller et retour tous les mois ;

Déplacement au-dessus de 200 km. : un voyage de détente tous les deux mois.

Cas d'élection législative ou municipale : un voyage payé qui comptera comme voyage de détente.

INDEMNITES :

L'indemnité de déplacement avec découpage est fixée comme suit :

Première semaine : 30 francs par jour ;

2, 3 et 4mes semaines : 28 francs par jour ;

A partir de la cinquième semaine : 26 francs par jour.

Ces indemnités seront majorées de 5 francs par jour :

1° Pour les villes de plus de 100.000 habitants ;

2° Pour les stations climatiques et thermales durant la saison ;

3° Pour les cinq ports de guerre (et Saint-Nazaire) pour les travaux sur navires.

Ces trois indemnités ne sont pas cumulatives.

DEPLACEMENTS DANS LES REGIONS LOINTAINES

Les Directions étudieront les cas particuliers en principe avant le départ du monteur.

ELECTIONS DE DELEGUES CHARGEURS REUNIS

Groupe 3 : Electeurs inscrits : 45; Votants : 35.

Suffrages exprimés : 27. Suppléant : Chopy Lucien (C.F.T.C.) : 27 voix, ELU.

NIEVRE

NEVERS

L'action syndicale dans la Métallurgie se développe à une cadence assez vive, elle tend à faire tâche d'huile et à dépasser les limites de Nevers pour atteindre les environs et, plus particulièrement, à Imphy, centre métallurgique où le Syndicalisme Chrétien entend s'incruster.

La propagande s'organise et les réunions qui viennent d'avoir lieu nous apportent l'écho d'heureux résultats. Maurice Guérin, délégué confédéral a prêté son concours pour celles-ci et son éloquence ne pouvait manquer d'entraîner les auditeurs à l'action.

Dans les usines la poussée syndicale chrétienne est déjà fort importante et les élections de délégués le marquent éloquentement, c'est ainsi que, récemment, à la S.F.A.M., nos camarades ont recueilli un nombre de voix tel qu'ils entrevoient prochainement, en poussant leur travail de propagande, de larges probabilités pour enlever le siège qui est revenu de justesse au candidat cégétiste.

Syndicalisme d'avenir, tel apparaît bien notre mouvement dans la région de Nevers, c'est bien ainsi que l'entendent les courageux et dévoués militants qui travaillent pour cela.

ORNE

FLERS

A l'usine métallurgique de Messey, le syndicalisme chrétien s'est implanté avec succès, grâce au concours de militants dévoués travaillant dans cet établissement. En l'espace de deux mois, de nombreux adhérents sont venus grossir nos rangs, et ce nombre s'accroît à un rythme régulier. Et comment ne pas envisager l'avenir avec confiance si l'on considère qu'il n'a manqué à l'un de nos candidats, sur une trentaine de voix, que deux

suffrages seulement pour être élu délégué ?

N'est-ce pas une défaite qui équivaut à une victoire morale et qui prouve le caractère professionnel de la C.F.T.C. ? C'est pourquoi, nous demandons aux hésitants d'apporter leur concours à l'édifice social en adhérant au syndicalisme chrétien qui n'est dirigé contre personne et dont la doctrine, qui a reçu les éloges d'adversaires de bonne foi, est capable de sauver notre société.

M. B.

PAS-DE-CALAIS

BETHUNE

Comités Régionaux

Le 28 mars, à Arras, quelques responsables métallurgistes se réuniront à l'effet d'étudier la création de plusieurs comités régionaux de la Métallurgie pour le Département.

Les responsables seront convoqués par les soins de l'Union Départementale.

RHONE

LYON

Les Lyonnais ont la réputation d'être réservés à l'égard du nouveau venu, ceci n'implique pas qu'ils ne soient très accueillants et très aimables, mais avant d'accorder leur confiance, ils demandent à examiner et à juger sur pièces, c'est l'aventure qui vient d'arriver à notre journal fédéral.

Nos camarades du Syndicat de la Métallurgie de Lyon, fort bien servis par ailleurs par leur organe régional « La Voix Sociale », admirablement rédigé et dont la parution régulière n'est pas un des moindres avantages, s'étaient contentés de nous adresser de rares comptes rendus de leur activité, cependant fort imposante, ainsi qu'en témoigne le résumé ci-dessous :

Effectifs : les adhésions affluent à leur Syndicat, suivant une cadence régulière et qui, depuis janvier, est particulièrement importante.

Leurs sections d'entreprise dans les différentes usines progressent parallèlement et dans les entreprises de moyenne importance nos camarades ont, maintenant, la majorité, pour cela il n'est que de se reporter aux chiffres suivants ayant trait aux élections de délégués du personnel :

Etablissements Blondel : 4 délégués à élire ; 4 C.F.T.C. élus.
Carnaud : 4 délégués à élire : 3 C.F.T.C. élus.
Havard : 4 délégués à élire : 4 C.F.T.C. élus.

Pionchon : 3 délégués C.F.T.C. élus, etc.

Leur action se poursuit sur le plan revendicatif ; aux Etablissements Visseaux, nos camarades interviennent pour obtenir réparation du préjudice causé au personnel qui, bien qu'ayant travaillé le 30 novembre, a dû subir un lock out patronal déclenché sans préavis et sans compensation ; aux Etablissements Pinguely, plusieurs classifications donnent lieu à intervention ; aux Etablissements Verlier, une action est entreprise pour obtenir le retour aux 5x8.

Sur le plan de la Convention collective, nos camarades évincés des discussions par les prétentions de quelques sectaires du syndicalisme totalitaire, ne se sont pas contentés d'une adhésion parallèle, mais sont intervenus dans la discussion de plusieurs questions et, notamment, concernant les salaires ; à cet effet, et concurrentement au sur-arbitrage récemment rendu, un échange de signatures vient d'avoir lieu entre la Chambre Patronale et le Syndicat de la Métallurgie consacrant l'autorité professionnelle de nos camarades.

Nous pensons que tout commentaire à cet important travail serait superflu, nous ne pouvons nous empêcher de conclure sur une note optimiste et d'envisager qu'un jour prochain, à Lyon, comme d'ailleurs dans beaucoup d'autres régions, le Syndicalisme chrétien, dans les milieux ouvriers de la Métallurgie, sera majoritaire.

SAONE-ET-LOIRE

GUEUGNON

Une erreur matérielle nous a empêchés, dans notre dernier numéro, de rendre compte de la visite, faite récemment, à nos camarades par le Secrétaire Permanent de la Fédération ; celui-ci, accompagné de l'actif et dévoué Secrétaire Général de l'Union Départementale de Saône-et-Loire, Robert Beduneau, débarquait dans la charmante cité mi-industrielle, mi-bourgeoise où se déploie l'activité des militants du Syndicat de la Métallurgie.

Une importante usine de fabrication de tôles groupe plus d'un millier d'ouvriers, ceci ne devait pas laisser indifférent l'équipe d'hommes qui s'est donné pour tâche de représenter et de défendre les intérêts du monde du travail avec les principes et par les méthodes du Syndicalisme chrétien.

C'est Jean Duchêne qui accueille nos deux camarades, Secrétaire du Syndicat, celui-ci est entouré d'une équipe de militants dont tout éloge serait superflu et, au surplus, risquerait de diminuer les mérites.

L'échange de vues qui eut lieu a permis de se rendre compte de l'im-

portance du travail accompli et des possibilités d'action qui, ainsi, ont été créées ; cette rencontre, d'un indiscutable intérêt pour le centre fédéral, fut bien trop courte pour l'auditeur qu'a été son Secrétaire permanent, l'accueil plus qu'aimable, mais vraiment fraternel dont il a été l'objet fait qu'il a dû, à regret, se séparer des représentants des métallurgistes de Gueugnon en emportant un souvenir et une espérance, celle de l'influence sans cesse grandissante de notre mouvement aux usines métallurgiques de Gueugnon, grâce à l'intelligente activité et à l'incomparable dévouement des militants qui le représentent.

SARTHE

SAINTE-JAMME-SUR-SARTHE

Chez les Métallistes de Sainte-Jamme

Les ouvriers métallurgistes de Sainte-Jamme comprennent de plus en plus la nécessité de se grouper autour du Syndicat vraiment libre et indépendant qu'est notre Syndicat Chrétien.

Si depuis Juin 1938 nous avons reçu tant d'injures, nous sommes, aujourd'hui, récompensés d'avoir suivi la bonne route, car notre petit Syndicat a doublé ses effectifs depuis un mois. Certes il y a toujours à faire, et ceux qui sont encore indécis devraient bien comprendre la nécessité urgente de nous apporter leurs adhésions pour donner tout le poids à nos revendications si légitimes.

Si les non syndiqués croient qu'ils servent la cause des travailleurs en restant neutres, ils ont grand tort, car la collaboration si souhaitable avec le patron n'est pas si facile que l'on pourrait le croire. Un exemple entre tous : la diminution imposée à tous les plus de 60 ans de l'usine d'Antoigné, c'est de 10, 20, 30, 40 et même 50 p. cent qu'ils ont vu leurs salaires diminués, et c'était cela ou la porte.

Mais ce n'était pas encore assez, un arbitrage venant d'accorder 0 fr. 20 de l'heure aux métaux de la Sarthe, il fallut encore rogner ce petit morceau de pain de nos pauvres vieux, qui ne reçoivent que 0 fr. 15 après l'intervention énergique et commune de la C.F.T.C. et de la C.G.T.

Tout cela est une honte, et, est fait sans aucun souci de la dignité du travailleur et surtout des principes de charité et de justice que nous oublie trop facilement. Mais est-ce par de semblables procédés que nous arriverons à la réconciliation des classes qui serait pourtant si désirable ? De grâce, Messieurs les Employeurs, pensez-y.

SALAIRES ET PROCEDURE

Demande d'augmentation

Si l'augmentation du coût de la vie est supérieure de cinq pour cent au coefficient sur la base duquel ont été fixés précédemment les salaires, si d'autre part un délai de six mois est expiré depuis cette dernière fixation des salaires, une demande d'augmentation est recevable au regard des prescriptions de l'article 10 de la loi du 4 mars 1938.

Encore faut-il en faire la demande à l'organisation patronale intéressée : lettre à l'organisation patronale, lettre à l'inspecteur du Travail demandant la réunion d'une Commission mixte paritaire pour étudier cette demande d'augmentation, nouveau délai qui, pour peu qu'il y ait un retard à répondre de la part de l'organisation patronale, peut aller jusqu'à un mois et plus.

Si l'organisation patronale accepte la demande d'augmentation ou formule des propositions acceptables par les organisations ouvrières, la procédure s'arrête là et, dans ce délai d'un mois à un mois et demi, une augmentation de salaires peut être accordée.

Où les choses se compliquent, c'est lorsque l'organisation patronale oppose une fin de non-recevoir. Il faut alors procéder. Procédure longue, coûteuse parfois en déplacements, hérissée d'écueils, de difficultés... mais procédure qui vaut mieux tout de même que les grèves passées et leurs résultats incertains.

Conciliation et arbitrage

Dans l'impossibilité d'arriver à un accord direct avec l'organisation patronale, l'organisation ouvrière demande à M. le Préfet de soumettre le différend à la Commission Départementale de Conciliation. C'est à compter de la date de cette lettre au Préfet, aux termes de l'article 15 de la loi du 4 mars 1938 (requête aux fins de conciliation) que pourra rétroagir l'augmentation accordée plus tard par les arbitres ou le surarbitre.

La réunion de la Commission de Conciliation n'a généralement pas lieu tout de suite après la demande qui en a été faite. Un délai obligatoire d'une quinzaine de jours est généralement à prévoir pour enquête administrative auprès des organisations syndicales.

En conciliation, les parties restent souvent sur leurs positions. Il y a alors, dans un délai de 48 heures, désignation d'arbitres par chacune des organisations en présence. Quelquefois, l'organisation patronale refuse de désigner son arbitre ; il y a alors désignation d'office par le Préfet, mais... nouveau délai d'une quinzaine de jours.

La désignation des arbitres étant faite, par lettre des organisations intéressées au Préfet, il faut que les arbitres attendent de la Préfecture la notification qui leur est faite de leur désignation. Ce n'est souvent qu'au moment de cette notification que les arbitres ouvriers connaissent le nom de l'arbitre patronal avec lequel ils doivent se mettre en rapport. Nouveau délai, nouveau retard qui se complique ensuite de retards involontaires des arbitres qui n'arrivent pas toujours à fixer une date rapprochée de rencontre, par indisponibilité de l'un ou de l'autre.

Si les arbitres réussissent à se mettre d'accord, l'augmentation qu'ils ont déterminée est appliquée

à compter de la date qu'ils prescrivent. Même en cas de recours en Cour Supérieure d'Arbitrage, la sentence doit être appliquée puisque ce recours n'est pas suspensif ; mais, dans ce cas, le résultat n'est pas définitivement acquis.

Il est très rare d'ailleurs qu'un recours soit intenté contre une sentence arbitrale au premier stade, c'est-à-dire contre une sentence rendue d'un commun accord entre arbitre patronal et arbitre ouvrier.

Si les arbitres ne se sont pas mis d'accord, ils établissent un procès-verbal de non accord et demandent au Ministre du Travail de vouloir bien désigner un surarbitre qui les départagera. Nouveau délai qui atteint généralement une dizaine de jours au minimum.

Le surarbitre est désigné. Il reçoit les parties, une fois, deux fois, étudie leurs rapports, les documents qu'ils remettent, demande des explications, confronte les parties... nouveau délai de quinze jours au moins, puis une sentence surarbitrale est rendue, fixant le pourcentage de majoration des salaires, qui est rarement le pourcentage d'augmentation du coût de la vie, et la date à laquelle ces salaires ainsi majorés devront être payés aux ouvriers.

C'est fini... ? Non pas. Il peut y avoir recours en Cour Supérieure d'arbitrage, soit de la part des organisations ouvrières, soit de la part de l'organisation patronale. Ce n'est pas l'objet de cet article d'étudier les possibilités de recours. Retenons cependant que ces recours ne sont pas suspensifs, que la sentence doit être appliquée aux chiffres prévus et à la date prévue, tant que la Cour Supérieure d'Arbitrage ne s'est pas prononcée.

Recours en Cour Supérieure d'arbitrage

Si, pour incompétence, excès de pouvoir ou violation de la loi, l'une ou l'autre des parties estime que la sentence devrait être cassée, elle la défère, dans les trois jours qui suivent sa notification par le surarbitre, à la Cour Supérieure d'Arbitrage.

La Cour enregistre la requête, fait part aux parties de cet enregistrement et se réunit... dans un délai de 8 jours d'ici l'article 13 de la loi du 4 mars 1938, dans un délai beaucoup plus long pratiquement.

La Cour Supérieure après avoir entendu le rapporteur, éventuellement les parties ou leur avocat, puis le Commissaire du Gouvernement met l'affaire en délibéré (généralement huit jours), puis notifie sa décision. Elle maintient la sentence attaquée ou la casse.

Si elle la maintient, tout est fini.

Après le franc flottant voici... le franc fondant

	En milligr. d'or fin	Pourcentage de baisse	Valeur-or comparée
1914 Franc Germinal	290,3225		
1928 Franc Poincaré	58,95	79,69	20 c. 33
1936 Franc Aurial	44,1	84,81	15 c. 19
1937 Franc Bonnet	33,7	86,67	13 c. 33
1938 Franc Reynaud	24,8	91,457	8 c. 53

Parmi les décrets-lois signés le 13 novembre, il en est un consacré à la réévaluation des réserves d'or de la Banque de France.

Ces réserves étaient comptabilisées, de 1928 à 1936, sur la base de 60,5 milligrammes d'or à 900 millièmes (58,95 milligrammes d'or fin) par franc.

Elles ont été réévaluées une première fois en octobre 1936, à raison de 49 milligrammes d'or à 900 millièmes (44,1 milligrammes d'or fin) par franc.

Elles ont été réévaluées une seconde fois en juillet 1937, sur la base de 43 milligrammes d'or à 900 millièmes (38,7 milligrammes d'or fin) par franc.

La convention intervenue entre MM. Paul Reynaud et Fournier réévalue cette fois l'encaisse de la Banque sur la base de 27,5 milligrammes d'or à 900 millièmes (24,75 milligrammes d'or fin) par franc.

Le choix de cette équivalence nouvelle ne permet pas de préjuger le taux de la stabilisation définitive de la monnaie. Jusqu'à nouvel ordre, le franc reste « flottant » — sous l'égide du Fonds de contrôle

ni, et l'augmentation est enfin acquise... à condition encore que les employeurs l'appliquent aussitôt, sans qu'il faille mettre en branle les tribunaux ou la procédure d'astreinte prévue par le décret-loi du 12 novembre 1938.

Si la sentence est cassée, la Cour Supérieure, par ordonnance du Président, désigne un nouveau surarbitre, appelé surarbitre de renvoi.

Et on recommence : le surarbitre de renvoi étudie le dossier, réunit les parties, quelquefois séparément, puis contradictoirement. Pour peu qu'un nouveau coefficient soit publié au cours de cette longue procédure, il demande aux arbitres de déposer des conclusions additionnelles... nouveau retard.

Puis le surarbitre de renvoi rend une nouvelle sentence.

Enfin finie... non, pas encore. Un

décret-loi du 12 novembre 1938 a prévu la possibilité d'un nouveau recours.

Si donc l'une des parties estime encore pouvoir recourir contre cette nouvelle sentence pour excès de pouvoir ou violation de la loi, on remet ça.

Si la Cour casse encore une fois cette seconde sentence, elle désigne un de ses rapporteurs pour statuer par une nouvelle sentence soumise cette fois à l'homologation de la Cour Supérieure d'Arbitrage, réunie en Chambre du Conseil... et contre laquelle il n'y a plus de recours.



Imprimerie Centrale
12, rue St-Siméon,
Bordeaux.

Le Gérant : Henri SNIJON.

CINQUANTE ANNÉES DE SYNDICALISME CHRÉTIEN

par JULES ZIRNHELD,

Président de la Confédération Française des Travailleurs Chrétiens

Prix : 15 FRANCS franco

Au Siège de la Fédération :

28, place Saint-Georges, Paris 9^e - Compte C. P. Paris 2098-26

Pour les Elections Prud'homales

Le succès récent obtenu par les candidats de la C. F. T. C. nous incite à songer, dès maintenant, à la campagne pour le renouvellement triennal de 1941.

La première chose à faire, en pareil domaine, est, évidemment, de s'assurer des électeurs. C'est pourquoi nous attirons votre attention sur les inscriptions aux listes électorales.

L'inscription se fait à la mairie, tant pour les hommes que pour les femmes, dans les vingt jours, non compris les jours fériés autres que les dimanches, qui suivent la révision des listes électorales politiques.

Comme la révision des listes électorales sera terminée le 31 mars 1939, il faut que tous nos camarades syndiqués et sympathisants se fassent inscrire du 1^{er} au 21 avril 1939 (et non pas le 20 à cause du lundi de Pâques).

Mettons-nous donc à l'œuvre, sans plus attendre et demandons à tous amis, hommes et femmes, de vérifier leur inscription sur les listes d'électeurs prud'homaux.

L'INFORMATION POUR L'ACTION

La situation du marché du travail dans les industries de la métallurgie pour l'ensemble des départements

AISNE. — Au 10 février on comptait 2.550 chômeurs dont 519 dans la Métallurgie où ils sont nombreux ; au 18 février, 2.460 dont 540 dans les métaux ; au 24, 2.352, dont 510 dans les métaux et au 3 mars 2.548 dont 519 dans la Métallurgie.

ALPES-MARITIMES. — Le 10 février on comptait 4.307 chômeurs dont 296 dans la Métallurgie ; au 18, 4.174 dont 302 dans les métaux ; au 24, 4.042 dont 173 dans les métaux et au 3 mars, 3.891 dont 291 dans la Métallurgie.

ARDENNES. — Au 10 février on comptait 1.797 chômeurs dont 1.153 dans la Métallurgie ; au 18, 1.806 dont 1.151 dans les métaux ; au 24, 1.831 dont 1.209 dans les métaux et au 3 mars, 1.783 dont 1.178 dans la Métallurgie.

BOUCHES-DU-RHÔNE. — Le 10 février on comptait 20.072 chômeurs dont 1.609 dans la Métallurgie où le travail est peu actif ; au 18, 20.115 dont 1.737 dans les métaux ; à la Ciotat une Société de constructions navales a licencié cette semaine 28 ouvriers ; au 24 février, 19.770, dont 1.777, à Marseille.

donc 111 dans les métaux et au 3 mars, 510 dont 110 dans la Métallurgie.

EURE-ET-LOIR. — Le travail est normal dans la Métallurgie.

HAUTE-GARONNE. — Au 10 février on comptait 5.072 chômeurs dont 269 dans la Métallurgie ; au 18, 5.008 dont 269 dans les métaux ; au 24, 5.108 dont 269 dans les métaux et au 3 mars 5.087 dont 269 dans la Métallurgie (sans changement).

GIROUDE. — Au 10 février, on comptait 3.099 chômeurs dont 270 dans la Métallurgie ; au 18, 3.119 dont 281 dans les métaux ; au 24, 3.187 dont 270 dans les métaux et au 3 mars, 3.187 dont 278 dans la Métallurgie.

INDRE. — La situation est sans changement dans les diverses industries, sauf à Issoudun où la fonderie a définitivement fermé ses portes le 11 février 1939 ; la plupart des ouvriers qualifiés semblent avoir trouvé du travail, seuls les manœuvres et les employés resteraient inoccupés, mais ils ne se sont pas encore fait inscrire à l'Office.

comptait 266 chômeurs dont 60 dans la Métallurgie ; au 18, 253 dont 61 dans les métaux ; la situation tend à s'améliorer dans les métaux et la métallurgie où les établissements travaillent pour la Défense Nationale, certains ateliers de fabrication, notamment les laminiers ont effectué des heures supplémentaires ; au 24, 255 dont 49 dans les métaux ; pas de chiffre pour la semaine du 3 mars.

NORD. — Au 10 février on comptait 42.685 chômeurs (36.197 hommes et 6.488 femmes) dont 11.084 dans la Métallurgie ; au 18, 42.653 (35.968 hommes et 6.685 femmes) dont 11.045 dans les métaux ; au 24, 41.898 (35.347 hommes et 6.551 femmes) dont 11.016 dans les métaux et au 3 mars, 40.979 (34.504 hommes et 6.475 femmes) dont 10.188 dans la Métallurgie.

OISE. — Au 10 février on comptait 665 chômeurs dont 232 dans la Métallurgie ; au 18, 673 dont 234 dans les métaux ; au 24, 674 dont 119 dans les métaux et au 3 mars, 671 dont 225 dans la Métallurgie où les chômeurs sont nombreux.

dans la Métallurgie ; au 18, 6.802 dont 657 dans les métaux. Une certaine reprise qui se produit dans le textile n'a pas encore de répercussion dans les ateliers de construction mécanique ; au 24, 6.753 dont 663 dans les métaux et au 3 mars, 6.695 dont 617 dans la Métallurgie où le chômage est en baisse.

BELFORT (Territoire de). — Au 10 février, on comptait 305 chômeurs, sans chiffre pour les métaux ; au 18, l'activité est satisfaisante dans les métaux, on comptait 310 chômeurs dont 85 dans la Métallurgie ; au 24, 312 dont 91 dans les métaux et au 3 mars, 282 dont 93 dans la Métallurgie.

CHÔNE. — Au 10 février on comptait 12.257 chômeurs dont 2.091 dans la Métallurgie ; au 18, 12.314 dont 2.094 dans les métaux ; au 24, 12.310 dont 2.072 dans les métaux et au 3 mars, 12.180 dont 2.034 dans la Métallurgie.

SAÛNE-ET-LOIRE. — Au 10 février, on comptait 1.616 chômeurs dont 362 dans la Métallurgie ; au 18, 1.529 dont 363 dans les métaux ; au 24, 1.594 dont 358 dans les métaux et au 3 mars, 1.368 dont 351 dans la Métallurgie.

SARTHE. — Au 10 février on comptait au Mans 672 chômeurs dont 90 dans la Métallurgie ; au 18, 691 dont 97 dans les métaux ; au 24, 641 dont 85 dans les métaux et au 3 mars, 603 sans chiffre pour la Métallurgie.

SEINE. — Semaine du 10 février. Dans les industries des métaux, ainsi que dans celles de la voiture et de l'aviation, les résultats s'améliorent sensiblement en raison des offres concernant surtout des ajusteurs, des ouvriers des machines-outils, des menuisiers et des peintres. La situation est stationnaire au service des manœuvres, ainsi que dans les entreprises électriques.

Semaine du 18 : dans les industries des métaux les offres émanant des usines d'aviation ayant été très nombreuses, en particulier pour les ouvriers des machines-outils et les ouvriers spécialisés, les placements augmentent. Les résultats sont également meilleurs dans les entreprises d'électricité tandis qu'au service des manœuvres, l'activité diminue légèrement.

Semaine du 24 : dans les industries des métaux les résultats diminuent, toutefois, ils restent satisfaisants ; le fléchissement atteint notamment les ajusteurs, les ouvriers des machines-outils et les ouvriers spécialisés. La situation est calme dans les entreprises d'électricité et au service des manœuvres.

Semaine du 3 mars : dans les industries des métaux ainsi que dans les industries de la voiture et de l'aviation, les placements augmentent pour les ajusteurs et les manœuvres spécialisés ; ils diminuent chez les tourneurs, les forgerons, les ouvriers de machines-outils.

SEINE-INFÉRIEURE. — Au 10 février on comptait 8.280 chômeurs dont 800 dans la Métallurgie ; au 18, 8.381 dont 773 dans les métaux ; au 24, 8.160 dont 758 dans les métaux, et au 3 mars, 8.084 dont 748 dans la Métallurgie.

SEINE-ET-MARNE. — Au 10 février on comptait 2.710 chômeurs dont 108 dans la Métallurgie ; au 18, 2.604 dont 108 dans les métaux ; au 24, 2.599 dont 108 dans les métaux et au 3 mars, 2.565 dont 108 dans la Métallurgie.

SEINE-ET-OISE. — Au 10 février, on comptait, 33.283 chômeurs dont 2.635 pour la Métallurgie ; au 18, 33.399 dont 2.513 dans les métaux ; au 24, 33.501 dont 2.484 dans les métaux et au 3 mars, 32.877 dont 2.562 dans la Métallurgie.

SOMME. — Au 10 février, on comptait 1.247 chômeurs dont 175 dans la Métallurgie ; au 18, 1.221 dont 175 dans les métaux ; au 24, 1.167 dont 238 pour les métaux et au 3 mars, 1.667 dont 238 dans la Métallurgie (pas de changement sur la semaine précédente).

VAR. — Au 10 février on comptait 1.030 chômeurs dont 116 dans la Métallurgie ; au 18, 1.037 dont 118 dans les métaux ; au 24, 1.037 dont 118 dans les métaux (sans changement sur la semaine précédente) et au 3 mars, 1.002 dont 114 dans la Métallurgie.

HAUTE-VIENNE. — Au 10 février on comptait 7.202 chômeurs dont 214 dans la Métallurgie ; au 18, 6.961 dont 210 dans les métaux ; au 24, 6.945 dont 211 dans les métaux et au 3 mars, 7.010 dont 206 dans la Métallurgie.

VOSGES. — A Saint-Dié, un atelier de fonderie vient de congédier de nombreux ouvriers. Les demandes sont difficiles à satisfaire, elles émanent, notamment, des ouvriers des métaux ; dans la semaine du 3 mars, on comptait 437 chômeurs dont 160 dans la Métallurgie.

Avis d'extension des Conventions Collectives

AVIS relatif à l'extension de la convention collective du travail concernant les Carrossiers de Rouen et communes limitrophes (Ouvriers). « J. O. », du 1^{er} mars 1939.

RECTIFICATIF
Rectificatif au « Journal Officiel » du 31 janvier 1939 : au lieu de

« l'objet de cette convention, défini à l'article 1^{er}, est de régler les rapports entre les employeurs et les ouvriers pour les industries métallurgiques, mécaniques et connexes de l'arrondissement de Rouen », lire :
« l'objet de cette convention, défini à l'article 1^{er}, est de régler les rapports entre les parties contractantes ci-dessus désignées pour les industries métallurgiques, mécaniques et connexes de l'arrondissement de Rouen ».

SALAIRES HORAIRES MINIMA GARANTIS

Tarification par branche d'industrie

(Suite) (1)

CONSTRUCTION ELECTRIQUE CATÉGORIES COMMUNES

	C. C. 1936	Arbitr. trages	2 mai 1938	Minima garantis
Aide-bobinier	6.25	9.24	0.30	9.54
Aide-monteur mécanicien électricien à l'extérieur	6.10	9.04	0.30	9.34
Ajusteur-électricien	7.00	10.21	0.35	10.56
Apprenti-monteur sur machine	4.60	6.99	0.35	7.24
Bobineuse sur machine	3.30	7.90	0.35	8.15
Bobineuse à main	4.90	7.38	0.25	7.63
Bobinier à main	6.10	9.04	0.30	9.34
Bobinier professionnel	7.75	11.19	0.35	11.54
Bobinière professionnelle	6.00	8.81	0.35	9.06
Monteur-mécanicien-électricien à l'extérieur	7.00	10.21	0.35	10.56
Régleur de relais de signalisation suivant caractéristiques électriques et mécaniques	6.50	9.56	0.30	9.86
Monteur-câbleur	6.80	9.95	0.35	10.30
Monteur-mécanicien-électricien à l'extérieur pouvant travailler seul	6.80	9.95	0.35	10.30

NOTA. — Les ouvriers et ouvrières travaillant sur petits appareils sont assimilés aux ouvriers et ouvrières travaillant aux montages et divers.

APPAREILS DE MESURES, RELAIS ET COMPTEURS ELECTRIQUES

(Suite)

Les ouvriers professionnels sur machine ou à la main, fabriquant des prototypes ou des pièces par petites quantités pour appareils spéciaux exigeant de la précision, sont assimilés au tarif d'ouvrier pour le temps de l'exécution de ces travaux.

	C. C. 1936	Arbitr. trages	2 mai 1938	Minima garantis
COMPTEURS ELECTRIQUES				
Étalonneur susceptible de régler, finir, réparer tous compteurs	7.25	10.54	0.35	10.89
Étalonneur capable d'étalonner en série des compteurs mono ou triphasés, trois et quatre fils	6.80	9.95	0.35	10.30
Étalonneur débutant	6.10	9.04	0.30	9.34
Monteur-câbleur nécessitant l'ajustage	7.00	10.21	0.35	10.56
Étalonneuse	5.30	7.90	0.25	8.15

T. S. F.

Contrôleur dépanneur, étalonneur	7.25	10.54	0.35	10.89
Contrôleuse rigoureuse professionnelle	5.50	8.16	0.35	8.41
Monteur aligneur et monteur câbleur	7.00	10.21	0.35	10.56
Vernisseuse	7.00	10.21	0.35	10.56
Vernisseuse au tampon et pistolet	5.25	7.83	0.25	8.08
Lampes de T.S.F. (cf. Lampes d'éclairage).				

TRAVAIL DU METAL EN FEUILLES

Petites fabrications d'articles métalliques.

Petite ferblanterie.

Petits accessoires. Boîtes métalliques, etc...

Soudeuse à l'étain pour boîtes métalliques	5.30	7.90	0.25	8.15
Les spécifications du contrat collectif s'appliquent aux ouvrières suivant la distinction manœuvre (4.25) 6.78, O.S. montage (4.90) 7.63, O.S. sur machines (5.30) 8.15.				

Il est entendu que les ouvrières occupées seulement à l'approvisionnement des machines ne sont pas assimilées aux O.S. sur machines. Elles constituent une catégorie de manœuvres plus payées que les manœuvres simples, et dont le taux normal peut être apprécié à (4.60) 7.24.

Font en outre partie de cet additif :

Toutes les catégories et tous les textes se rapportant au travail des métaux en feuilles existant dans la Convention Collective du 12 juin 1936 et dans ses additifs.

FABRICANTS DE LITS ET SOMMIERS METALLIQUES

	C. C. 1936	Arbitr. trages	2 mai 1938	Minima garantis
Monteur en lits et sommiers, professionnel	7.00	10.21	0.35	10.56
O. S.	6.10	9.04	0.30	9.34
Coupeur, cisailleur, perceur, poinçonneur	6.25	9.24	0.30	9.54
Perceuse ouvrière	5.30	7.90	0.25	8.15
Forgeron O. S.	6.25	9.24	0.30	9.54
Peintre pistolet professionnel	7.00	10.21	0.35	10.56
O. S. (bricole)	6.10	9.04	0.30	9.34
Femme pistolet professionnelle	6.00	8.81	0.35	9.06
O. S.	5.25	7.83	0.25	8.08
Peintre décorateur	5.30	7.90	0.25	8.15
Peintre professionnel	7.00	10.21	0.35	10.56
O. S.	6.10	9.04	0.30	9.34
Manutentionnaire au trempé	5.75	8.59	0.30	8.89
Monteur toile métallique	6.10	9.04	0.30	9.34
Boucleur	6.10	9.04	0.30	9.34
Boucleuse	4.90	7.38	0.25	7.63
Tisseur toile métallique	6.25	9.24	0.30	9.54
Tisseur toile métallique	5.50	8.16	0.25	8.41
Cubliotier capable de régler ses charges et de rabattre	7.25	10.54	0.35	10.89
Couleur	6.25	9.24	0.30	9.54
Polisseuse-nickeuse	6.80	9.95	0.35	10.30
Polisseuse-nickeuse	5.30	8.16	0.25	8.41
Monteur en cuivre	6.10	9.04	0.30	9.34
Ajusteur-monteur en cuivre	7.00	10.21	0.35	10.56
Emballleur (cf. contrat collectif Emballage).				
Soudeur professionnel	7.20	10.47	0.35	10.82
Soudeur	6.50	9.56	0.30	9.86
Soudeuse professionnelle	5.65	8.03	0.30	8.76
Soudeuse	5.40	8.03	0.25	8.28
Tapissier lits-cages	6.25	9.24	0.30	9.54
Boiseur	6.10	9.04	0.30	9.34
Tapissier liter (cf. Contrat collectif de la literie).				
Chauffeur-avreur (cf. Contrat collectif des transports).				

Les ouvriers affectés successivement à diverses fabrications sont réglés au taux des catégories correspondantes, pour le nombre d'heures effectuées dans chacune d'elles.

FABRICANTS DE RESSORTS A LAMES POUR SUSPENSIONS DES VOITURES

Ajusteurs de ressorts faisant gabarit	7.50	10.86	0.35	11.21
Conducteur de four	6.75	9.89	0.30	10.19
Chauffeur de four (enfouneur)	5.65	8.03	0.30	8.76
Forgeron à main	7.50	10.86	0.35	11.21
Frappeur	6.10	9.04	0.30	9.34
Redresseur d'essieux	7.00	10.21	0.35	10.56

TARIFICATION COMMUNE

(Suite)

Soudeur étain, étameur	6.50	9.56	0.30	9.86
Ferblantier	6.90	10.08	0.35	10.43
Repousseur	7.50	10.86	0.35	11.21
Sellier	6.90	10.08	0.35	10.43
Briqueleur de fours	6.50	9.56	0.30	9.86
Ebéniste, menuisier d'étude	6.70	9.82	0.35	10.17

Approvisionnement ou approvisionnement de machines.

Les agents affectés au service ou à l'approvisionnement de la machine, considérés isolément de la conduite de cette dernière, sont des manœuvres d'approvisionnement II.

Contrôleurs-vérificateurs.

Les ouvriers et ouvrières exécutant des travaux de vérification ou de contrôle seront payés aux taux des différentes catégories définies dans la convention collective, selon que les travaux qu'ils exécutent normalement exigent les connaissances de telle ou telle catégorie.

Débardeurs — Caristes — Pontonniers.

Un ouvrier débardeur d'usine est un manœuvre employé au chargement ou au déchargement des wagons, à la main et sans moyens de manutention.

	C. C. 1936	Arbitr. trages	2 mai 1938	Minima garantis
Ouvrier débardeur d'usine	6.10	9.04	0.30	9.34
Cariste	6.25	9.24	0.30	9.54
Pontonnier	6.25	9.24	0.30	9.54
Pontonière	5.30	7.90	0.25	8.15
Conducteur de véhicules automobiles	6.25	9.24	0.30	9.54
Centrales électriques d'usines.				
Chauffeur breveté ou commissionné	7.00	10.21	0.35	10.56
Chef de chauffe	7.70	11.13	0.35	11.48
Conducteur compresseur	6.80	9.95	0.35	10.30
Conducteur Diesel	7.00	10.21	0.35	10.56
Conducteur tableau et turbine	7.00	10.21	0.35	10.56
Éboueur soutier et débardeur	6.10	9.04	0.30	9.34

(1) Voir l'OUVRIER METALLURGISTE d'Octobre et Novembre 1938.

STATISTIQUE du CHOMAGE TOTAL

DATES	Ensemble des Professions y compris la Métallurgie				MÉTALLURGIE SEULE							
			TOTAL général	% par rapport à l'ensemble de la population	DEMANDES D'EMPLOI			OFFRES D'EMPLOI			% par rapport à l'ensemble	
	HOMMES	FEMMES			PARIS et la Seine	Autres Départem.	TOTAL	PARIS et la Seine	Autres Départem.	TOTAL		
1939												
<i>Semaines du :</i>												
4 au 10 Février...	305.975	113.679	419.654	2,36	24.164	32.268	56.432	13,44	56	130	186	
11 au 18 — ...	306.044	113.964	420.008	2,36	24.258	32.062	56.320	13,40	135	161	296	
18 au 24 — ...	304.321	113.886	418.207	2,35	23.905	31.766	55.671	13,31	76	158	234	
25 Févr. au 3 Mars	301.328	113.428	414.756	2,33	23.738	31.592	55.330	13,34	107	139	246	

Le Mouvement dans les Départements des Demandes et Offres d'Emploi pour les Industries de la Métallurgie

DÉPARTEMENTS	SEMAINE du 4 au
--------------	--------------------